

# La déontologie du magistrat

*3<sup>e</sup> édition*  
2014

**Julie Joly-Hurard**  
Magistrat

**DALLOZ**



Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

# DALLOZ

31-35, rue Froidevaux, 75685 Paris cedex 14

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant aux termes de l'article L. 122-5, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> a), d'une part, que les copies ou reproductions « strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et d'autre part, que les analyses et courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, tout comme le fait de la stocker ou de la transmettre sur quelque support que ce soit, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée pénalement par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	1
<b>Première partie</b> .....	7
<b>La déontologie des magistrats : approche sémantique</b>	
<b>Chapitre 1</b> .....	9
<b>Le terme de déontologie</b>	
- <b>Section 1</b> .....	9
La déontologie, dans ses rapports avec les autres disciplines	
- <b>I. Déontologie et philosophie</b> .....	9
- <b>II. Déontologie et droit professionnel</b> .....	11
- <b>III. Déontologie et droit positif</b> .....	12
- <b>IV. Déontologie, morale et éthique</b> .....	15
- <b>V. Déontologie et discipline</b> .....	17
- <b>Section 2</b> .....	21
La déontologie, dans ses rapports avec les autres normes de com- portement encadrant la profession de magistrat	
- <b>I. Déontologie et statut des magistrats</b> .....	21
- <b>II. Déontologie et régime disciplinaire des magistrats</b> .....	23
<b>A. Le Conseil supérieur de la magistrature</b> .....	23
<b>B. L'initiative des poursuites disciplinaires</b> .....	28
<b>C. La faute disciplinaire</b> .....	33
1 - La faute disciplinaire dans le statut des magistrats de l'ordre judiciaire .....	35
2 - La faute disciplinaire dans la jurisprudence du Conseil supérieur de la magistrature .....	41
3 - Les propositions de réforme de la définition de la faute disciplinaire .....	44
4 - La nouvelle définition de la faute disciplinaire née de la loi organique du 22 juillet 2010 .....	49
<b>D. L'enquête administrative préalable</b> .....	51

E. L'audience disciplinaire . . . . .	55
- III. Déontologie et responsabilité . . . . .	58
A. Définitions . . . . .	58
B. Les régimes de responsabilité des magistrats . . . . .	60
1 - La responsabilité pénale . . . . .	60
2 - La responsabilité civile . . . . .	61
3 - La responsabilité disciplinaire . . . . .	72
<b>Chapitre 2 . . . . .</b>	<b>73</b>
<b>Le concept de déontologie des magistrats</b>	
<b>et son évolution en France</b>	
- <b>Section 1 . . . . .</b>	<b>74</b>
Ancienneté de l'exigence déontologique	
- <b>Section 2 . . . . .</b>	<b>76</b>
Le serment, fondement majeur de la déontologie des magistrats	
- <b>Section 3 . . . . .</b>	<b>79</b>
La nouvelle conscience déontologique du juge	
- <b>Section 4 . . . . .</b>	<b>81</b>
Les facteurs favorables à l'avènement d'une déontologie didactique et évolutive dans la jurisprudence conjugée du Conseil supérieur de la magistrature et du Conseil d'État	
- <b>I. L'évolution de la jurisprudence du Conseil supérieur de la magistrature . . . . .</b>	<b>81</b>
A. La publicité des audiences disciplinaires ou l'applicabilité de l'article 6§1 de la CEDH au contentieux disciplinaire des agents publics . . . . .	83
B. La pratique spontanée du Conseil supérieur de la magistrature en faveur de la publicité des débats . . . . .	85
C. Consécration législative du principe de publicité . . . . .	86
- <b>II. L'apport de la jurisprudence du Conseil d'État . . . . .</b>	<b>89</b>
A. Retour historique sur le principe du recours. . . . .	89
B. Étendue du contrôle du juge administratif. . . . .	95
1 - Le contrôle de la régularité de la procédure. . . . .	95
2 - Le contrôle du bien fondé de la décision . . . . .	97

<b>Deuxième partie</b> .....	111	211
<b>La jurisprudence disciplinaire des magistrats de l'ordre judiciaire ou la genèse d'une déontologie</b>		
<b>Chapitre 1</b> .....	113	
<b>De la responsabilité à la responsabilisation des magistrats</b>		
- <b>Section 1</b> .....	113	
La qualification juridique des faits		
- <b>Section 2</b> .....	114	
La motivation des décisions		
<b>Chapitre 2</b> .....	117	
<b>La déontologie du comportement professionnel des magistrats</b>		
- <b>Section 1</b> .....	118	
Impartialité et indépendance		
- <b>Section 2</b> .....	124	
Devoir de légalité		
- <b>I. Appliquer la loi</b> .....	125	
- <b>II. Connaître le droit</b> .....	127	
- <b>III. Dire le droit... dans un délai raisonnable</b> .....	130	
- <b>IV. Protéger la liberté individuelle</b> .....	132	
- <b>Section 3</b> .....	133	
Devoir de réserve		
- <b>Section 4</b> .....	136	
Délicatesse, loyauté, dignité		
- <b>I. Entre les magistrats</b> .....	136	
- <b>II. Envers les justiciables</b> .....	139	
- <b>Section 5</b> .....	140	
Devoir de probité		
<b>Chapitre 3</b> .....	145	
<b>La déontologie de la vie privée du magistrat</b>		
- <b>Section 1</b> .....	146	
Les comportements privés à éviter		
- <b>Section 2</b> .....	149	
Les cas pathologiques		

212	<b>Chapitre 4</b> .....	153
	<b>Autonomie et issues de l'instance disciplinaire</b>	
	- <b>Section 1</b> .....	153
	Autonomie des actions disciplinaires et pénales	
	- <b>Section 2</b> .....	156
	Les sanctions disciplinaires contre les magistrats de l'ordre judiciaire	
	- <b>I. Les sanctions proprement dites</b> .....	156
	- <b>II. La règle du non-cumul des sanctions</b> .....	161
	<b>Troisième partie</b> .....	163
	<b>La déontologie des magistrats :</b>	
	<b>une responsabilisation par la formation,</b>	
	<b>la distinction, la normalisation et la réflexion</b>	
	<b>Chapitre 1</b> .....	165
	<b>La responsabilisation par la formation professionnelle</b>	
	- <b>Section 1</b> .....	165
	Le recrutement	
	- <b>I. Ouverture du concours à de nouveaux candidats</b> .....	166
	- <b>II. Ouverture du jury d'admission à des personnalités extérieures</b> ..	167
	- <b>III. Ouverture des épreuves du concours</b> .....	167
	- <b>Section 2</b> .....	169
	La formation	
	- <b>I. La formation initiale</b> .....	170
	<b>A. La réforme de la formation initiale</b> .....	170
	<b>B. « La place de la déontologie dans la formation initiale des magistrats »</b> .....	171
	- <b>II. La formation continue</b> .....	172
	<b>Chapitre 2</b> .....	177
	<b>La responsabilisation par la distinction professionnelle</b>	
	- <b>Section 1</b> .....	178
	La « prime au mérite »	
	- <b>Section 2</b> .....	181
	Les contrats d'objectifs	

<b>Chapitre 3</b> .....	183	213
<b>La responsabilisation par la normalisation</b>		
- <b>Section 1</b> .....	184	
Pourquoi normaliser ?		
- <b>Section 2</b> .....	185	
Les craintes suscitées par la normalisation		
- <b>Section 3</b> .....	188	
Le Recueil des obligations déontologiques des magistrats		
<b>Chapitre 4</b> .....	191	
<b>La responsabilisation par la réflexion collective</b>		
- <b>Section 1</b> .....	191	
Création d'un organe de conseil en matière de déontologie		
- <b>Section 2</b> .....	196	
Création de pôles locaux de réflexion		
- <b>Section 3</b> .....	197	
Développer le contrôle démocratique de la déontologie		
- <b>I. La Commission nationale d'examen des plaintes des justiciables</b> . .	198	
- <b>II. Dispositif confiant au médiateur de la République la charge</b> de traiter les plaintes individuelles des justiciables .....	201	
- <b>III. La saisine directe du Conseil supérieur de la magistrature</b> par les justiciables .....	204	
<b>Index alphabétique</b> .....	207	